

## José Carlos Díaz Zanelli

### Évènements en 2020

Le Pérou commença l'année 2020 en cherchant à surmonter les grands problèmes issus de la crise politique de 2019 : la dissolution du Parlement.

Le principal agenda national en janvier, c'était les élections au Congrès.

Peu de mois après, l'agenda national, les politiques sociales en attente et les activités économiques furent gelées car il fallait concentrer tous les efforts pour affronter le plus grand problème de l'histoire sanitaire du monde moderne : la pandémie du COVID-19. Les peuples autochtones, les afro-descendants et les secteurs les plus pauvres furent les principales victimes d'un problème global qui ne s'est pas terminé en 2020.

Avec la pandémie, une nouvelle crise politique révéla les inégalités sociales structurelles au Pérou. Des maux endémiques comme la déforestation amazonienne, l'impact des projets miniers, la vulnérabilité des peuples autochtones, la violence contre les défenseurs de l'environnement, la criminalisation de ceux qui protestent, la violation des droits humains et la précarité du travail dans le secteur agricole furent particulièrement visibles pendant 2020, une année complexe, qui laisse plus de dettes impayées qu'honorées.

### Élections parlementaires

Le Pérou commença l'année sans Parlement. En septembre 2019, l'ex-président Martin Vizcarra dissolvait le Congrès de la République en pleine crise générée par les secteurs de l'opposition qui refusait de faire confiance au cabinet des ministres, présidé à cette époque par Salvador del Solar. Les élections réalisées le 26 janvier donnèrent lieu à un Pouvoir législatif fractionné entre neuf partis politiques, aucun avec une majorité absolue. Il faut noter le niveau historique d'abstention : 25% des votants n'ont pas participé. Le divorce entre la classe politique et la population devint une fois de plus évident et de façon plus marquée avec les élections pour le Congrès.

### Ils acquittent les autochtones poursuivis pour le Baguazo

Le 3 février, la Chambre Correctionnelle Transitoire de la Cour Suprême de Justice (CSJ) acquitta les 53 prévenus, majoritairement des autochtones, originaires des peuples *Wampis*, *Awajun* et *Shawi* qui avaient été poursuivis par l'État péruvien pour divers délits : obstacle au fonctionnement des services publics, révolte, troubles et détention illégale d'arme à feu.

À l'origine du procès, le conflit survenu à Bagua (Amazonas) en juin 2009 quand, dans le cadre de l'adoption de décrets promus par l'ex-président Alan Garcia pour adapter le pays au Traité de Libre Commerce avec les États-Unis, on cherchait à libéraliser le territoire autochtone péruvien. Les protestations autochtones et le refus de dialogue de la part des autorités sont à l'origine du

conflit qui se solda avec la mort de 33 personnes appartenant à la police et chez les civils, et un disparu.

Le jugement d'acquiescement de la CSJ fut interprété comme un acte de justice envers les autochtones qui participèrent à cet événement tragique. L'acquiescement dans ce jugement fut de quatre votes pour et trois contre, avec le vote décisif de la juge Susana Castañeda Otsu, qui précisa que l'approche de l'interculturalité, la violation du droit à la protestation, au consentement préalable et la défense du territoire autochtone reconnue par la Constitution et la Convention 169 de l'OIT influencèrent sa décision. Parmi les autochtones qui ont bénéficié de cet acquiescement, on trouve Alberto Pizango, Santiago Manuin, Ronal Requejo.

### **L'État reconnaît trois autres langues autochtones**

Fin février, le Ministère de l'Éducation (Minedu) a reconnu trois langues amazoniennes : *munichi*, *omagua* et *taushiro*. Les langues autochtones reconnues officiellement par l'État péruvien sont donc au nombre de 46. Il lui reste donc deux langues en attente d'officialisation pour répondre aux 48 alphabets présentés en 2019 dans le cadre de l'Année Internationale des Langues Autochtones. Malgré les efforts du Minedu et du Ministère de la Culture, l'éventuelle disparition des langues autochtones continue d'être une menace. Depuis qu'il existe des archives, on reconnaît la disparition de 37 langues sur le territoire péruvien, parmi lesquelles on trouve le *cholón*, le *culli*, le *puquina*, le *palta*, le *muchik*. En outre, il existe des langues en risque grave d'extinction comme les langues amazoniennes *inapari*, dont il ne reste que quatre locuteurs, et le *taushiro* avec un seul locuteur.

### **Le COVID-19 arrive au Pérou**

Mars fut le mois qui changea l'agenda du pays pour toujours. Dans la première semaine de mars, on enregistra le premier cas de contagion du virus COVID-19. Une semaine plus tard, 71 cas étant confirmés, l'ex-président Martín Vizcarra décréta l'état d'urgence qui suspendit tout le transport international et domestique au Pérou, comme les activités économiques non essentielles<sup>1</sup>. Comme on pouvait l'attendre, les premiers affectés par les mesures d'immobilité furent les secteurs économiques les plus vulnérables. Dans les semaines suivantes, on assista à une série de licenciements dans les grandes entreprises et divers secteurs économiques de moindre importance firent faillite face à la paralysie de leurs activités.

Pour essayer de limiter l'impact économique engendré par l'ordre de confinement, l'administration de Vizcarra annonça fin mars une première série de primes que le Pouvoir Exécutif offrirait pendant l'année 2020. Cependant, l'attribution de cette prime révéla un des grands problèmes de la gestion publique nationale : l'absence d'un registre de la population vulnérable. Ayant l'intention d'attribuer une prime aux secteurs les plus défavorisés, Vizcarra annonça que les personnes enregistrées dans les programmes sociaux *Juntos* et *Pensión 65*, tous deux destinés à des personnes en situation d'extrême pauvreté, en seraient les bénéficiaires. En premier lieu, divers secteurs se trouvèrent

exclus de ces aides économiques. La *Confederación Nacional Agraria (CNA)* déclara que cette mesure discriminait les plus de 6 millions de personnes au Pérou qui se consacrent aux travaux agricoles et paysans et qui se trouvent en situation de pauvreté.

### **Le virus frappe les peuples autochtones**

Un mois plus tard, en avril, le virus arrivait dans les communautés autochtones d'Amazonie et le propre Martín Vizcarra reconnaissait que les services publics et sanitaires ne parvenaient pas à faire face à la situation de manière adéquate<sup>2</sup>.

*« Les communautés autochtones sont maintenant, il faut le reconnaître, un secteur qui n'est pas pris en charge comme il le devrait et nous devons corriger cela le plus tôt possible et agir immédiatement »,*

déclara le chef de l'État le 14 avril.

Début mai, Loreto, la région la plus grande d'Amazonie, devint l'épicentre de la pandémie dans le pays. Avec plus de 1500 personnes contagieuses en un mois et demi, et un ratio de 40 décès quotidiens, la forêt péruvienne a connu la période la plus mortelle de la crise sanitaire. Face à cette situation, la *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos* (Coordination Nationale des Droits de l'Homme) réclama à l'ex-président Martín Vizcarra le développement d'un plan multisectoriel distinct pour s'occuper de l'Amazonie et de ses peuples autochtones. Le plan improvisé que le gouvernement avait conçu pour les principales villes du pays, spécialement Lima, ne s'adaptait pas aux réalités des communautés amazoniennes.

C'est ainsi que, 100 jours après avoir déclaré l'état d'urgence, le Pouvoir Exécutif ordonna via un décret d'urgence un plan d'intervention dirigé par le Ministère de la Santé qui allouait des ressources pour plus de 88 millions de soles, un montant qui représentait 1% de la relance destinée au redémarrage des entreprises<sup>3</sup>. Le plan, ponctuellement, avait pour objectif d'assurer l'achat d'équipement pour la sécurité sanitaire et de tests diagnostiques comme d'améliorer les conditions des établissements de santé. Cependant, avant que l'administration de Vizcarra ne diffuse le plan, le virus avait déjà impacté très fortement les communautés autochtones.

À la mi-mai, le leader Humberto Chota, président de la *Federación de Comunidades Nativas Ticunas y Yaguas del Bajo Amazonas* (Feconatiya) et dirigeant de l'*Organización Regional de los Pueblos Indígenas del Oriente* (Orpio), mourut victime du coronavirus et par manque d'accès à l'oxygène. Chota sera le premier d'une liste de leaders autochtones qui moururent à cause du COVID-19 et par manque d'assistance sanitaire.

Parmi les victimes touchées par la pandémie dans les communautés autochtones, il y a des dirigeants célèbres comme Santiago Manuin Valera, leader historique du peuple *Awajún* ; Silvio Valles Lomas, maire *shipibo* du district de Masisea ; les

frères *awajún* Hernán et Arturo Kinin Inchipish ; et Marcial Quintana Litano, souvenir vivant du peuple *Tallán*, parmi beaucoup d'autres.

La situation des peuples autochtones péruviens, spécialement en Amazonie, s'aggrava pendant l'année 2020. En septembre, on estimait plus de 20.000 autochtones contagieux, Loreto étant la région la plus affectée avec 50% des cas. L'intervention tardive de l'État, incluant son action comme son inaction, et le manque d'une approche interculturelle qui aurait adapté le plan d'urgence aux réalités des communautés autochtones, laissa un bilan fatal historique qui a réduit la population autochtone.

En Amérique Latine et dans les Caraïbes, la pandémie mit en évidence la vulnérabilité des peuples autochtones, principalement par manque d'accès aux systèmes de santé. Cependant, en Amazonie on estime que la vulnérabilité est multipliée par 10 en ce qui concerne les zones urbaines, en raison de la somme des facteurs climatiques et du fait que la population autochtone était particulièrement vulnérable à de nouveaux agents pathogènes<sup>4</sup>.

### **La menace latente de l'Hidrovia Amazónica**

Comme si la pandémie n'avait pas été suffisamment tragique pour les peuples amazoniens, l'*Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* (AIDSESP) dénonça, en octobre, l'intérêt du gouvernement pour la construction de l'Hidrovia Amazónica<sup>5</sup>, un circuit destiné au transport fluvial massif qui obligerait le dragage de millions de tonne de terre dans les principaux fleuves de l'Amazonie péruvienne qui affecterait les écosystèmes amazoniens, la sécurité alimentaire et la cosmovision des peuples autochtones. Le projet reçut plus de 400 observations réunies dans l'*Étude d'Impact Environnemental* (EIA) publiée par le *Service National de Certification* (Senace) en 2019, que l'entrepreneur ne put corriger à temps<sup>6</sup>.

Malgré cette situation, le consortium Cohidro dont le capital est chinois et à qui on attribua le chantier, insiste pour qu'on commence les opérations avec le dragage de plus de 2600 kilomètres des fleuves amazoniens avec l'appui du Ministère du Transport et des Communications (MTC) qui émit un addendum au contrat de l'*hidrovia*, augmentant les marges de dragage sans consentement préalable à la clé<sup>7</sup>. L'incertitude continue quant à la souveraineté territoriale, alimentaire et culturelle des peuples autochtones d'Amazonie, lesquels renouvelèrent leur demande d'annulation du projet.

### **Refus de l'Accord d'Escazú**

Une des premières actions du Congrès de la République, qui reprit la majorité de ses activités en octobre, fut de refuser la ratification de l'Accord d'Escazú, un accord international qui établit des protocoles de protection pour l'environnement et ses défenseurs<sup>8</sup>. Malgré les demandes de l'Exécutif, de la société civile, des organisations autochtones et du propre Bureau du Défenseur du Peuple<sup>9</sup>, la Commission des Relations Extérieures du Parlement refusa la

ratification avec les votes des groupes parlementaires Fuerza Popular, Acción Popular et Alianza Para el Progreso.

Bien que le Pérou compte plus de 50 défenseurs de l'environnement assassinés dans la dernière décennie<sup>10</sup>, le Congrès céda à la pression des secteurs commerciaux qui accusait l'Accord d'Escazú d'intervenir dans la souveraineté économique du pays. Dans les jours qui suivirent le refus par cette commission, le Pouvoir Judiciaire demanda au Parlement de reconsidérer sa décision et de ratifier l'accord,<sup>11</sup> mais le Pouvoir Législatif archiva le cas.

Le refus de l'Accord d'Escazú devient particulièrement critique dans un pays comme le Pérou. Rien qu'en 2020 cinq défenseurs de l'environnement furent assassinés : Arbildo Meléndez Grándes (Huánuco) et Benjamin Ríos Urimishi (Ucayali) ; en mai, Gonzalo Pío Flores (Junín) ; et en juillet, Lorenzo Wampagkit (Amazonas), certains d'entre eux sont membres de communautés autochtones.

### **Vacance du pouvoir, dictature et répression**

En novembre, le Pérou fit l'expérience pendant plusieurs semaines de la plus grande crise politique qu'il est connu dans ces dernières décades. Le 9 novembre, le Congrès renvoya Martín Vizcarra – sans enquête à la clé - l'accusant de « permanente incapacité morale », dû à une série d'enregistrements dans lesquels le président coordonnait avec une conseillère personnelle sa défense face aux enquêtes du Procureur général de la Nation<sup>12</sup>. Malgré le refus de la majorité de la population qui considérait inopportun de destituer le président en plein milieu d'une pandémie et de quelques spécialistes affirmant qu'il n'y avait pas de raisons suffisantes pour invoquer l'incapacité morale, Vizcarra fut destitué et le président du Congrès de l'époque, Manuel Merino, fut investi comme nouveau président de la République malgré le refus massif de la population. Il y eut 105 congressistes qui votèrent pour la destitution, 19 contre et 4 abstentions. Seul le Partido Morado et quelques autres représentants du Frente Amplio et d'Acción Popular s'opposèrent à la décision controversée.

Manuel Merino prit le pouvoir le 10 novembre, au milieu d'une série de protestations citoyennes qui se déroulèrent pendant la semaine suivante. Après la démission de tout le cabinet ministériel qui accompagna Martín Vizcarra, Merino attendit deux jours après la cérémonie de prestation de serment pour désigner un nouveau cabinet dirigé par le conservateur Ántero Flores-Araóz. Les protestations se répandirent dans tout le pays. Des millions de personnes sortirent dans la rue pour exprimer leur refus face à ce qu'ils considéraient comme un « coup d'État » venant du Parlement. Merino répondit par la seule répression.

L'échec de la politique péruvienne en 2020 atteindra son pic lors de la nuit du samedi 14 novembre quand s'organisa une seconde marche nationale contre l'administration de Merino. Face aux millions de personnes qui manifestèrent dans tout le pays, la Police Nationale réprima en provoquant la mort de deux jeunes étudiants : Jack Brian Pintado et Jordan Inti Sotelo Camargo. Face à la confirmation de ces morts, à l'aube du 15 novembre, les membres du cabinet

ministériel que présidait encore Florez-Aráoz commencèrent à présenter leur démission. Face à l'insoutenable situation politique et sociale, Merino renonça à la présidence dimanche 15 novembre à midi.

Lundi 16, au milieu de protestations qui exigeaient une nouvelle Constitution, le Congrès désigna par consensus Francisco Sagasti, membre du Parti Morado et opposant à la destitution, comme nouveau président de la République. Dans son premier discours, Sagasti demanda pardon aux familles des victimes des protestations contre Merino et ordonna une minute de silence en leur honneur. Dans les premiers jours de janvier, Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme remit un premier rapport résultant de son enquête et signala que la Police Nationale du Pérou avait fait « un usage inutile et excessif de la force » contre les manifestants<sup>13</sup>.

### **Arrêt du secteur agricole et répression**

Quand il semblait que 2020 pouvait se terminer dans le calme, une nouvelle protestation éclata. Elle commença à Ica le 30 novembre quand un groupe d'agriculteurs lança une grève et occupa la route Panaméricaine tout en exigeant l'abrogation de la Loi de Promotion Agraire, une disposition qui créait un régime de travail particulièrement désavantageux pour les travailleurs de ce secteur. Les protestations se répétèrent dans d'autres régions comme La Libertad, Apurímac, Piura et Junín. Les manifestants réclamaient des conditions de travail dignes, tout en apportant pendant plusieurs jours des informations prouvant qu'ils étaient payés sous le salaire minimum, sans bénéfices sociaux et sans stabilité de l'emploi. Le secteur commercial de l'agro-exportation bénéficiaire du régime spécial rejeta les protestations et la Police Nationale une fois de plus eut recours à la répression, ce qui se solda avec la mort de deux agriculteurs Jorge Muñoz Jiménez et Mario Fernández dans la région La Libertad. Face à la pression sociale, le Congrès abrogea la Loi de Promotion Agraire.

Face à l'engagement de créer un nouveau régime de travail agricole, le Congrès de la République priorisa le débat et la formulation d'une nouvelle loi pendant les premiers jours de décembre. Cependant, le 21, après 15 jours de paix, les manifestants bloquèrent à nouveau les routes tout en dénonçant le manque de rapidité et d'intérêt politique de la part des parlementaires. Confrontations, blocages de routes, répression et négligence des congressistes rythmèrent la dernière semaine de 2020, année marquée par des crises sociales, politiques et sanitaires.

### **Pluspetrol continue de laisser des dettes environnementales**

À la fin de l'année, l'entreprise transnationale Pluspetrol, présente depuis plus de 20 ans au Pérou et exploitant du plus grand gisement de gaz au Camisea (Cuzco) et du plus grand gisement de pétrole du Lot 192 (Loreto), annonça son retrait du Pérou et la liquidation de ses actifs<sup>14</sup>. La compagnie accuse l'*Organisme d'Évaluation et de Contrôle Environnemental (OEFA)* de lui porter préjudice en déterminant que Pluspetrol est responsable des déversements qui se sont produits au centre de l'Amazonie dans les installations du Lot 192. La controverse réside dans le fait que l'entreprise fait valoir qu'une décision

arbitraire l'exonère de responsabilités pour les dettes environnementales qui datent des années antérieures à son arrivée au Loreto. Cependant l'OEFA soutient que leur décision s'inscrit dans la procédure de sanction, une de leurs principales fonctions. Pendant ce temps, les citoyens de diverses localités et les communautés autochtones d'Amazonie affectés par les déversements ayant eu lieu dans le Lot 192 demandent l'application d'un processus historique de réparation et de dépollution environnementale.

## Perspectives pour 2021

2020 se termina avec le début de la seconde vague de contamination par le coronavirus et la campagne pour les élections présidentielles et parlementaires d'avril 2021. Les candidats devront faire une campagne en évitant les grandes concentrations et envisager la possibilité que leurs activités de prosélytisme génèrent plus de contaminations.

2021 fut proclamé par le Gouvernement « *Année du Bicentenaire du Pérou : 200 ans d'Indépendance* ». À ce sujet, la CNA fit part dans une déclaration que les peuples autochtones continuent d'être exclus, discriminés et dépouillés de leurs territoires et donc, n'ont pas d'indépendance ni de bicentenaire à célébrer.

En marge de la controverse sur la date réelle de l'émancipation de la Couronne Espagnole et le processus de formation d'une nation basée sur des citoyens avec des droits, le Pérou commence l'année 2021 chaque fois plus loin des buts de l'*Agenda 2030* et des *Objectifs de Développement Durable (ODS)*<sup>15</sup>, submergé par une des plus grandes crises économiques et sanitaires de l'histoire récente.

## Notes et Références

---

<sup>1</sup> "¿Estamos preparados para la emergencia?." Servindi, 15 de marzo de 2020. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/15/03/2020/estamos-preparados-para-la-emergencia>

<sup>2</sup> "Vizcarra: 'Las comunidades nativas no están siendo atendidas como debieran'." Servindi, 14 de abril de 2020. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/14/04/2020/vizcarra-las-comunidades-nativas-no-estan-siendo-atendidas-como>

<sup>3</sup> "Cuestionan a Vizcarra por inacción para atender a pueblos indígenas." Servindi, 7 de mayo de 2020. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/07/05/2020/cuestionan-vizcarra-por-inaccion-para-atender-pueblos-indigenas>

<sup>4</sup> "Indígenas amazónicos, hasta 10 veces más vulnerables a COVID-19." Servindi, 16 de noviembre de 2020. <https://www.servindi.org/actualidad-informe-especial/16/11/2020/indigenas-amazonicos-hasta-10-veces-mas-vulnerables-covid-19>

<sup>5</sup> "Organizaciones demandan suspensión definitiva de Hidrovía." Servindi, 15 de octubre de 2020. Amazonica <https://www.servindi.org/actualidad-noticia/>

<sup>6</sup> "Comunidades indígenas demandan suspensión del proyecto Hidrovía Amazónica." Inforegión, 15 de octubre de 2020. <https://www.inforegion.pe/278373/comunidades-indigenas-demandan-suspension-del-proyecto-hidrovia-amazonica/>

---

<sup>7</sup> “Proyecto Hidrovía Amazónica pretende ampliar áreas de dragado.” Servindi, 25 de noviembre de 2020. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/25/11/2020/hidrovia-amazonica-pretenden-ampliar-areas-de-dragado-sin-consulta>

<sup>8</sup> “¡Primaron los intereses privados! Perú no ratifica Acuerdo de Escazú.” Servindi, 20 de octubre de 2020. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/20/10/2020/primaron-los-intereses-peru-no-ratifica-acuerdo-de-escazu>

<sup>9</sup> “Defensoría del Pueblo pide aprobación de tratado de derechos humanos en materia ambiental.” Defensoría del Pueblo de Perú, 2 de junio de 2020. <https://www.defensoria.gob.pe/defensoria-del-pueblo-pide-aprobacion-de-tratado-de-derechos-humanos-en-materia-ambiental/>

<sup>10</sup> “Perú es el cuarto país más peligroso del mundo para un defensor ambiental.” Red Internacional de Estudios Interculturales. <https://red.pucp.edu.pe/ridei/noticias/peru-es-el-cuarto-pais-mas-peligroso-del-mundo-para-un-defensor-ambiental/>

<sup>11</sup> “Poder Judicial pedirá al Congreso ratificar Acuerdo de Escazú para mejorar y proteger justicia ambiental.” Justicia TV, 26 de junio de 2020. <https://justiciatv.pj.gob.pe/poder-judicial-pedira-al-congreso-ratificar-acuerdo-de-escazu-para-mejorar-y-proteger-justicia-ambiental/>

<sup>12</sup> “Congreso aprueba la vacancia del presidente Martín Vizcarra.” Servindi, 9 de noviembre de 2020. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/09/11/2020/congreso-aprueba-la-vacancia-del-presidente-martin-vizcarra>

<sup>13</sup> Arciniegas, Yurany. “ONU: policía de Perú hizo uso ‘excesivo de la fuerza’ durante las protestas de noviembre.” France 24, 12 de enero de 2021. <https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20210112-peru-onu-informe-policia-uso-excesivo-fuerza-protestas-merino>

<sup>14</sup> Silva, Cristián. “Controversia entre Pluspetrol y OEFA por pasivos ambientales.” La República, 5 de octubre de 2020. <https://larepublica.pe/economia/2020/10/05/controversia-entre-pluspetrol-y-oefa-por-pasivos-ambientales-la-republica/>

<sup>15</sup> “Panorama de los ODS en los pueblos indígenas de la Amazonía peruana.” Servindi, 26 de noviembre de 2020. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/26/11/2020/panorama-de-los-ods-en-los-pueblos-indigenas-de-la-amazonia-peruana>

*José Carlos Díaz Zanelli est journaliste et universitaire. Membre de l'équipe de travail de Servindi et doctorant en Études Culturelles Latino-américaines à l'Université Rutgers (New Jersey). Le rapport ci-joint fut élaboré en étroite collaboration avec l'équipe de presse de Servindi.*

*Source :IWGIA El Mundo indígena 2021*

*Traduction par **Françoise Morin**, membre du Bureau de direction (Vice-Présidente) du GITPA*